

Le climat économique pour les négociations

Juin 2006

Vol. 3, n° 3

Une économie vigoureuse grâce aux consommateurs

L'économie du Canada a maintenu sa forte croissance cette année, le PIB ayant augmenté à un taux annuel de 3,8 % au premier trimestre. Avec la hausse du secteur du logement et l'accélération des dépenses de consommation, la croissance de l'économie a dépassé les attentes.

La valeur des nouvelles constructions résidentielles a augmenté de 10 % au cours des trois premiers mois de cette année, comparativement à l'année précédente, ce qui a mené à une croissance accrue dans les industries connexes, dont les transports, les services aux entreprises, les finances, l'assurance et l'immobilier.

Les derniers chiffres montraient des gains plus solides pour les revenus du travail et les salaires après de nombreuses années de salaires réels presque stagnants. Ces gains ont favorisé les dépenses de consommation, surtout pour les biens durables et semi-durables.

Des chiffres du PIB considérablement révisés pour les dernières années suggèrent que les revenus ont été plus élevés et que les taux d'épargne n'ont pas été aussi faibles qu'on l'avait d'abord signalé.

L'investissement commercial a aussi été revu à la hausse d'environ 3,5 %, ce qui montre un taux d'investissement plus sain que signalé précédemment.

Perspectives économiques canadiennes

<i>Taux de croissance annuel à moins d'indication contraire</i>	2005	2006	2007
Croissance de l'économie			
PIB réel	2,9 %	3,2 %	2,9 %
- Dépenses à la consommation	3,9 %	3,4 %	2,7 %
- Investissements des entreprises	9,4 %	9,0 %	7,0 %
- Dépenses publiques	2,7 %	3,6 %	3,7 %
Marché du travail			
Croissance de l'emploi	1,4 %	1,7 %	1,2 %
Taux de chômage	6,8 %	6,3 %	6,3 %
Croissance de la productivité	2,3 %	1,5 %	1,6 %
Autres			
Inflation – Indice des prix à la consom.	2,2 %	1,9 %	1,8 %
Profits des entreprises avant impôt	10,6 %	6,9 %	3,2 %
Revenu disponible réel	2,4 %	3,9 %	2,7 %
Taux d'épargne des particuliers	1,2 %	1,5 %	1,9 %
Mises en chantier (000)	223	212	194
Taux d'intérêt et taux de change			
Bon du Trésor à court terme 3 mois	2,74 %	4,08 %	4,10 %
Obligation à long terme 10 ans	4,06 %	4,46 %	4,60 %
Taux de change US\$/C\$	82,60 \$	89,29 \$	89,05 \$
<i>Moyenne de consensus basée sur les récentes prévisions de sept analystes canadiens.</i>			

La hausse des dépenses de consommation a aidé à alimenter une activité accrue dans le secteur du commerce et dans celui de l'hébergement et de l'alimentation. Avec les hausses modérées des dépenses gouvernementales, la croissance dans le secteur public – santé, éducation et administration publique – se situait dans la moyenne pour l'économie au cours du premier trimestre de cette année.

Le revenu du travail total a augmenté à un taux annuel de presque 6 % au cours du premier trimestre de 2006 grâce à la croissance de l'emploi et des gains salariaux. La productivité du travail a augmenté solidement à un taux annuel de plus de 2 %, semblable à la croissance de 2,3 % de l'an dernier. La hausse de la productivité a aidé à soutenir les gains salariaux et à ralentir la croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre.

Après deux années de croissance à deux chiffres, les profits des entreprises ont en fait chuté au cours du premier trimestre de cette année, en grande partie à cause du prix de l'énergie plus faible et des profits moins élevés dans le secteur de l'énergie. Malgré la récente chute, les profits des sociétés sont toujours supérieurs à ceux de l'an dernier, de plus de 8 %, et ont atteint des niveaux record en tant que part du PIB. Avec l'investissement qui traîne derrière la croissance du profit, les entreprises ont accru leurs dépôts bancaires à un rythme d'environ 15 % depuis trois ans.

La fluctuation en dents de scie du prix de l'énergie a mené à une fluctuation des rendements dans le secteur du pétrole et du gaz, mais la tendance générale, comme avec le prix de l'énergie, a été à la hausse.

Une demande plus faible pour l'automobile aux États-Unis a mené à un déclin du secteur manufacturier du Canada en février et en mars. D'autres industries d'exportation semblent aussi avoir souffert du dollar élevé : la valeur des exportations globales a chuté au cours du premier trimestre.

Solide expansion attendue cette année, mais fondation plus faible pour la croissance future

L'économie américaine montre déjà des signes de ralentissement. Cette situation, combinée au prix élevé des maisons, aux taux d'intérêt en hausse et au dollar

canadien élevé, devrait mener à une croissance plus lente vers la fin de cette année et en 2007.

La baisse de TPS prévue pour juillet donnera sans doute un bon coup de fouet aux nouvelles constructions résidentielles et aux dépenses de consommation dans les durables au début de la seconde moitié de l'année mais, par la suite, la croissance économique ralentira sûrement.

Les ménages, avec une croissance limitée des salaires et des revenus, ne peuvent pas maintenir la croissance de l'économie à un rythme vigoureux sans une augmentation constante et soutenue de l'investissement des gouvernements et des entreprises pour rendre l'économie plus productive.

La croissance de l'économie canadienne devrait dépasser légèrement les 3 % cette année et être un peu inférieure à 3 % en 2007.

Il existe néanmoins des côtés négatifs importants dans cet aperçu. Les déficits commerciaux et fiscaux en hausse aux États-Unis sont une préoccupation croissante. Le prix surévalué des logements, surtout aux É.-U., est de plus en plus inquiétant. Une chute marquée du prix des logements pourrait ébranler la confiance des consommateurs et avoir d'importants effets d'entraînement pour l'économie canadienne.

Taux d'intérêt et taux de change : la Banque du Canada fait de la place pour une future baisse

La Banque du Canada a haussé le taux d'escompte à 4½ % en mai. C'était la 7^e fois que la banque augmentait son taux d'intérêt directeur au cours de la dernière année. En même temps, la Banque laisse entendre que d'autres hausses sont peu probables dans un avenir rapproché.

Même si les taux d'intérêt à court terme ont grimpé de 1,75 %, les taux d'intérêt à plus long terme, les taux hypothécaires et le rendement des obligations n'ont augmenté que d'environ un point de pourcentage ou moins au cours de la dernière année.

En conséquence, les hausses de taux d'intérêt n'ont pas beaucoup contribué à ralentir l'emprunt : celui des ménages est plus élevé de 11 % qu'il y a un an et le crédit aux entreprises a augmenté de 5,4 %.

Toutefois, les taux d'intérêt plus élevés ont fait grimper le dollar canadien, qui a dernièrement atteint son taux le plus élevé en 28 ans par rapport au dollar américain. Le dollar canadien est passé de 62 cents à presque 91 cents en quatre ans. La valeur élevée du dollar commence à causer de véritables problèmes à certains exportateurs, en particulier dans les industries manufacturières.

La Banque soutient que le point de mire de sa politique monétaire est l'inflation, mais elle a haussé les taux même si rien ne montre que l'inflation de base grimpe ni que des augmentations salariales générales entraînent des pressions inflationnistes. Rien ne suggère non plus que des taux d'intérêt plus élevés permettraient de réduire les pressions salariales là où elles ont été les plus fortes : dans le secteur des ressources, ainsi que pour les cadres et les chefs d'entreprise.

La vraie raison pour laquelle la Banque a haussé les taux d'intérêt semble être le désir d'assurer une certaine souplesse pour pouvoir abaisser les taux si et quand les États-Unis ou d'autres économies vacilleront.

La Banque fait peut-être preuve de prudence, mais cette attitude a eu de réelles répercussions économiques négatives. Malheureusement, le gouvernement canadien et d'autres comptent maintenant presque exclusivement sur la politique monétaire pour stabiliser l'économie et la protéger contre les répercussions des cycles économiques.

La mesure dans laquelle la politique fiscale – dépenses gouvernementales et taxation – a stabilisé l'économie a été très limitée par :

- Les règles d'équilibre budgétaire, explicites ou implicites.
- Les baisses d'impôt (qui aident à stabiliser automatiquement l'économie).
- Les importantes limites à l'admissibilité à d'autres « stabilisateurs automatiques », comme l'AE
- La décentralisation des pouvoirs économiques et fiscaux, qui accentue les différences régionales et réduit la capacité du gouvernement fédéral de stabiliser l'économie nationale.

Secteurs économiques divergents

La moyenne globale des chiffres économiques du Canada suggère une croissance solide et durable : une économie à la « Boucles d'or », pas trop chaude, pas trop froide, juste à la bonne température. Mais les moyennes peuvent être très trompeuses.

Le boom du secteur du pétrole et des denrées a mené à une croissance de plus en plus divergente dans différents secteurs : certains sont trop chauds et d'autres risquent de trop se refroidir.

Les prix élevés ont bien sûr donné un bon coup de fouet aux économies et aux trésors des provinces riches en minéraux, comme l'Alberta, la Colombie-Britannique, la Saskatchewan et Terre-Neuve. En même temps, ils ont asséné un double coup dur aux secteurs manufacturiers et exportateurs : ceux-ci ont dû composer avec des prix plus élevés, mais aussi avec une demande internationale moins forte due au dollar canadien chauffé par le pétrole.

Le recours à la politique monétaire nationale et la décentralisation des pouvoirs fiscaux n'ont fait qu'aggraver la situation.

Les hausses de taux d'intérêt n'ont pas refroidi les secteurs chauds de l'économie, tandis que le dollar plus élevé a écrasé la demande internationale pour les secteurs comme la fabrication.

Certains gouvernements provinciaux ont trop souvent utilisé les surplus de leurs revenus de ressources pour jeter de l'huile sur le feu de leurs économies surchauffées, au lieu d'essayer de les refroidir.

La poursuite de la décentralisation économique et fiscale pour régler le « déséquilibre fiscal » ne mènera qu'à un plus grand déséquilibre et à d'autres inégalités économiques.

Perspectives provinciales								
<i>% de croissance annuelle à moins d'indication contraire</i>								
	<u>PIB réel</u>		<u>Emploi</u>		<u>Taux de chômage</u>		<u>Inflation</u>	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007
Canada	3,1	2,8	1,5	1,2	6,5	6,5	1,8	1,8
Terre-Neuve-et-Labrador	5,6	2,2	0,7	0,8	15,2	15,3	1,8	1,7
Île-du-Prince-Édouard	2,1	2,0	1,0	1,0	10,9	10,9	2,2	1,8
Nouvelle-Écosse	2,6	2,5	0,8	1,0	8,3	8,4	2,2	1,8
Nouveau-Brunswick	2,6	2,3	1,6	0,9	9,4	9,4	2,0	1,9
Québec	2,4	2,3	1,2	1,0	8,2	8,3	1,6	1,6
Ontario	2,5	2,4	1,3	1,0	6,4	6,7	1,8	1,7
Manitoba	2,8	2,6	1,0	0,8	4,6	4,7	1,8	1,9
Saskatchewan	3,3	2,8	0,6	0,7	5,1	5,0	1,7	1,7
Alberta	5,5	4,2	2,5	2,0	3,6	3,5	2,2	2,2
Colombie-Britannique	4,0	3,4	2,5	2,0	5,1	4,9	1,8	1,8

*Selon un consensus de six différents analystes du secteur privé.
La moyenne canadienne peut différer des prévisions nationales à cause de la différence de couverture*

Des budgets axés sur les baisses d'impôt et sur l'infrastructure

À quelques variations près, l'ensemble des budgets fédéral et provinciaux de cette année ont adopté plusieurs thèmes dominants similaires :

- De solides surplus dans la plupart des provinces et territoires.
- De larges baisses d'impôts des sociétés, des baisses d'impôt personnel limitées axées sur les travailleurs à faible revenu et l'allègement de la taxe sur l'énergie.
- Des dépenses accrues consacrées principalement à l'infrastructure.
- Le soutien à l'éducation postsecondaire avec gel des droits de scolarité dans certaines provinces.

Les budgets incluaient un financement limité pour les garderies et le développement de la petite enfance, ainsi que pour les programmes de formation, mais ne prévoyaient aucune nouvelle initiative importante en santé, comme l'assurance-médicaments ou les soins de longue durée. Certaines provinces ont prévu de légères hausses pour l'aide sociale et les services sociaux, mais rien de significatif pour les

Canadiens autochtones ni pour les plus pauvres et les plus vulnérables. Les questions environnementales ont aussi été en grande partie passées sous silence.

Le **budget fédéral** a beaucoup porté sur les principales priorités des conservateurs : essayer d'acheter un gouvernement majoritaire aux prochaines élections en offrant des douzaines de différentes baisses d'impôt et en jetant les bases d'un rétrécissement considérable du rôle du gouvernement fédéral. Les nouvelles initiatives en matière de dépenses portaient surtout sur la défense, la sécurité et l'infrastructure pendant que les programmes de garde à l'enfance et les programmes environnementaux étaient taillés en pièces. On peut trouver l'analyse du SCFP sur <http://www.scfp.ca/budget>. Mais la proposition budgétaire la plus significative pourrait être les discussions sur le déséquilibre fiscal qu'il a déclenchées. Ces discussions visent surtout à empêcher l'élaboration de programmes nationaux dans des domaines de compétence provinciale.

Terre-Neuve-et-Labrador a utilisé les revenus en hausse du pétrole pour transformer un déficit prévu d'un demi-milliard de dollars en un surplus de 77 millions de dollars l'an dernier. La province prévoit un surplus de 6 millions de dollars pour cette année, et un autre surplus de 96 millions de dollars pour 2007-2008. Le gouvernement a vanté la hausse de ses dépenses en éducation et en santé et services communautaires (en hausse de 10 % et 9,2 % respectivement), mais des augmentations de pourcentage beaucoup plus élevées ont été accordées aux secteurs des ressources et des entreprises.

L'Île-du-Prince-Édouard est toujours l'une des deux seules provinces à afficher un déficit budgétaire, mais cela ne l'a pas empêchée d'annoncer d'immenses baisses de l'impôt des sociétés dans son dernier budget. Le déficit est tombé à 18 millions de dollars l'an dernier et il devrait s'élever à 12 millions cette année. La province prévoit limiter les dépenses de programmes à un peu plus de 2 % cette année et poursuivre la restructuration de sa fonction publique et de son système de santé.

La Nouvelle-Écosse a livré un budget préélectoral en mai, avec un excédent de 151 millions de dollars prévu pour 2005-2006 et un surplus de 72 millions pour cette année. Le total des revenus devrait augmenter d'encre 490 millions de dollars, grâce en partie aux immenses redevances du pétrole en mer. Le budget offrait un assortiment de baisses de l'impôt des sociétés, des taxes de vente et de l'impôt sur le revenu, en plus d'un crédit d'impôt pour les services de garde à l'enfance. Les dépenses de programmes globales devraient augmenter de 7,1 %, avec des hausses de 7,4 % pour la santé, 9,2 % pour les transports et les travaux publics, 5,9 % pour l'éducation et 5,1 % pour les services communautaires. Mais certaines nouvelles initiatives promises ont été retardées.

Au Nouveau-Brunswick, le budget préélectoral a réduit le taux d'imposition des sociétés et offert une réduction d'impôt aux personnes à faible revenu. Ces mesures ralentiront la croissance du revenu et mèneront à une diminution des dépenses de programmes cette année. Comme en Nouvelle-Écosse, la province limite l'augmentation du prix de l'énergie et réduit la portion provinciale de la taxe de vente sur

les combustibles de chauffage résidentiel. Le surplus pour 2005-2006 est estimé à 117 millions de dollars et devrait atteindre 22 millions de dollars cette année.

Au Québec, le budget comprenait des baisses d'impôt des sociétés sous forme de déductions plus élevées pour les travailleurs et des incitatifs fiscaux pour le transport en commun et pour le secteur forestier. La province a aussi annoncé un montant de 1,5 milliard de dollars sur 3 ans pour l'infrastructure du transport en commun. Les dépenses de programmes devraient augmenter de 3,9 % cette année, avec des hausses supérieures pour l'éducation, la santé et les services sociaux. La province s'attend à un budget équilibré et verse les revenus additionnels dans un « Fonds des générations » géré par la Caisse de dépôt, dans le but d'obtenir un rendement plus élevé que les obligations provinciales et ainsi rembourser la dette plus rapidement.

Le thème du budget de l'**Ontario** était aussi l'infrastructure, avec un montant de 1,2 milliard de dollars consacré à l'infrastructure du transport, surtout au transport en commun, mais la moitié étant versée dans un fonds en fiducie. Le budget fournissait aussi aux municipalités plus de soutien sous la forme d'un allègement partiel pour le délestage des responsabilités qui a eu lieu. Il y avait de légères hausses pour les programmes des services sociaux et une augmentation de 2 % des taux de l'aide sociale. Les dépenses globales devraient augmenter de 2,1 %, avec une

Équilibres budgétaires

En millions de \$, après transfert d'un compte spécial
Selon les derniers états financiers

	2005-06	2006-07
Canada	8 000	3 601
Terre-Neuve-et-Labrador	77	1
Île-du-Prince-Édouard	- 18	- 11
Nouvelle-Écosse	151	72
Nouveau-Brunswick	117	22
Québec	- -	72
Ontario	- 1 369	- 2 351
Manitoba	3	1
Saskatchewan	298	101
Alberta	7 375	4 091
Colombie-Britannique	1 475	601

hausse de 6,1 % pour la santé et de 3,9 % pour les écoles. Le transfert fédéral pour les services de garde à l'enfance est réparti sur quatre ans. Le déficit était estimé à 1,4 milliard de dollars pour 2005-2006 et à 2,4 milliards pour 2006-2007, mais l'on s'attend à ce que la province accumule un surplus considérable qui servira à effacer le déficit et à fournir des bonbons préélectoraux dans le budget de l'année prochaine.

Le budget de 2006 du **Manitoba** incluait une hausse des dépenses en santé de 4,3 %, une augmentation des dépenses en éducation de 5,5 % avec le maintien du gel des droits de scolarité, un financement accru pour les municipalités et une hausse du financement de 30 % pour l'infrastructure de l'eau. Le budget a annoncé une réduction des impôts fonciers et du taux d'imposition des particuliers et des entreprises. La province prévoit un léger surplus cette année et l'année prochaine.

Les revenus du pétrole et du gaz ont été plus élevés que prévu, ce qui a aidé la **Saskatchewan** à amasser des revenus additionnels de 1 milliard de dollars l'année dernière. Des surplus de 300 millions de dollars et de 100 millions de dollars sont prévus pour l'année dernière et pour cette année, respectivement. Après une hausse de 11 % des dépenses de programmes l'année dernière, les dépenses globales devraient augmenter à un rythme beaucoup plus lent, bien que l'on prévoit que les dépenses augmenteront de 5,9 % en santé et de 5,4 % en éducation. Les droits de scolarité des universités ont été gelés pour deux ans, les taux d'aide sociale ont augmenté, les subventions et les places en garderie ont été gelées et le financement a augmenté pour les municipalités et les autoroutes. Mais le budget portait surtout sur les baisses d'impôt des sociétés, qui avaient fait l'objet d'une intense promotion. Ces baisses élimineront 96 millions de dollars de revenus cette année et 156 millions l'année prochaine.

Les revenus des ressources en **Alberta** ont été plus élevés que prévu de 6,7 milliards et la province s'est retrouvée avec un excédent de 7,4 milliards de dollars l'année dernière. Le surplus devrait se limiter à 4 milliards cette année. Le budget prévoit que les dépenses de programmes totales augmenteront de 4,1 % cette année, avec une augmentation pour la santé et l'éducation de 7,7 % et 6,8 % respectivement. Les dépenses en infrastructure destinées à suivre l'économie prospère et le soutien à l'éducation postsecondaire, incluant un gel des droits de scolarité, ont été au cœur du budget. Les subventions à la santé ont augmenté, tout comme les déductions fiscales de base. Les impôts des sociétés ont encore diminué, ce qui a coûté autour de 265 millions de dollars au trésor cette année, mais les garderies et les soins de longue durée étaient toujours insuffisamment financés.

Le gouvernement de la **Colombie-Britannique** se vantait de donner la priorité aux enfants, mais son budget ne prévoyait presque rien pour les garderies et le développement de la petite enfance. Il offrait des baisses d'impôt de 733 millions de dollars pour les quatre prochaines années, mais n'augmentait le financement de l'éducation que de 2,3 % et celui de la santé de 3,9 % seulement cette année. Pour ces deux secteurs, le gouvernement prévoit une augmentation du financement inférieure au taux de l'inflation en 2007-2008. La province a inscrit un surplus estimé à 1,5 milliard de dollars pour 2005-2006 et prévoit un excédent de 600 millions de dollars pour 2006-2007.

L'inflation poussée par les prix de l'essence et du logement

Les prix à la consommation ont augmenté en moyenne de 2,4 % au cours de la dernière année, en hausse de 2,2 % par rapport à l'augmentation moyenne en 2005.¹ L'augmentation moyenne au cours des quatre premiers mois de cette année a aussi été de 2,4 %.

L'Alberta, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse ont toutes connu des taux d'inflation de plus de 3 % par rapport à avril dernier. En C.-B., le taux d'inflation a continué d'être le plus bas au Canada, augmentant de 1,8 % au cours de la dernière année.

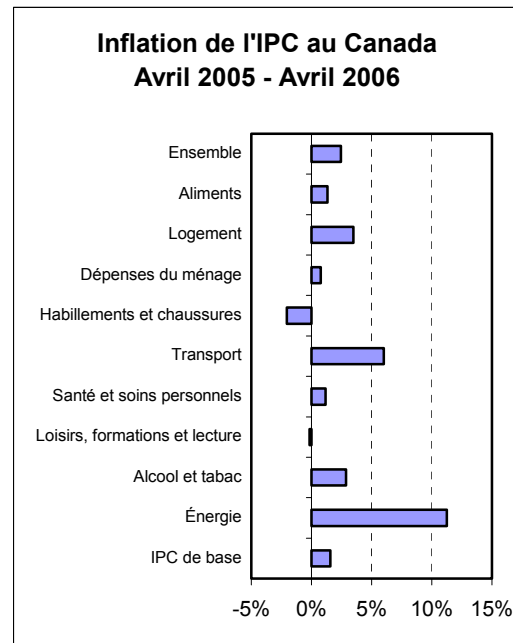
Les deux principaux facteurs qui ont fait grimper l'inflation l'an dernier sont toujours les prix élevés de l'énergie et des logements.

Le prix au détail de l'essence a augmenté en moyenne de 15,8 % au cours de la dernière année, allant de 11,3 % en C.-B. à 18,6 % à l'Î.-P.-É. Les prix du gaz naturel (+14,6 %), du mazout (+9,3 %) et de l'électricité (+2,5 %) ont aussi augmenté. D'autres hausses des tarifs d'électricité sont à prévoir dans plusieurs provinces. Quant au coût d'achat et de location d'une auto, il a augmenté de 3,4 %.

Le prix des nouvelles maisons a augmenté en moyenne de 8,2 % au cours de la dernière année jusqu'en avril, avec un saut de 35 % à Calgary et une augmentation de 19 % à Edmonton. Le prix de revente moyen des maisons a augmenté encore plus au cours de la dernière année : de 12,9 % au niveau national, et de 37 % à Calgary et 22 % à Vancouver.

Les prix plus bas des vêtements, des ordinateurs, du matériel vidéo et de l'électronique, tous en majorité importés, ont aidé à garder l'inflation plus basse qu'elle ne l'aurait été autrement. Le dollar canadien plus élevé a aussi fait baisser le prix des biens importés et en dollars américains.

Le taux d'« inflation de base », qui est l'IPC moins les huit composantes les plus volatiles, a chuté en avril à seulement 1,6 %, ce qui est inférieur au taux cible de 2 % de la Banque du Canada. Les prix de l'énergie plus élevés n'ont toujours que peu de répercussions sur les autres prix.



La baisse d'un point de pourcentage de la TPS devrait entraîner une légère – et temporaire – diminution de la moitié de 2006 à la moitié de 2007. Mais les détaillants pourraient en profiter pour hausser un peu les prix. Le consensus quant aux prévisions de l'inflation pour 2006 est de 1,9 %, avec une hausse moyenne de 1,8 % attendue pour 2007.

L'inflation dans le Canada Atlantique et en Alberta devrait être plus élevée que la moyenne canadienne, tant cette année que l'année prochaine.

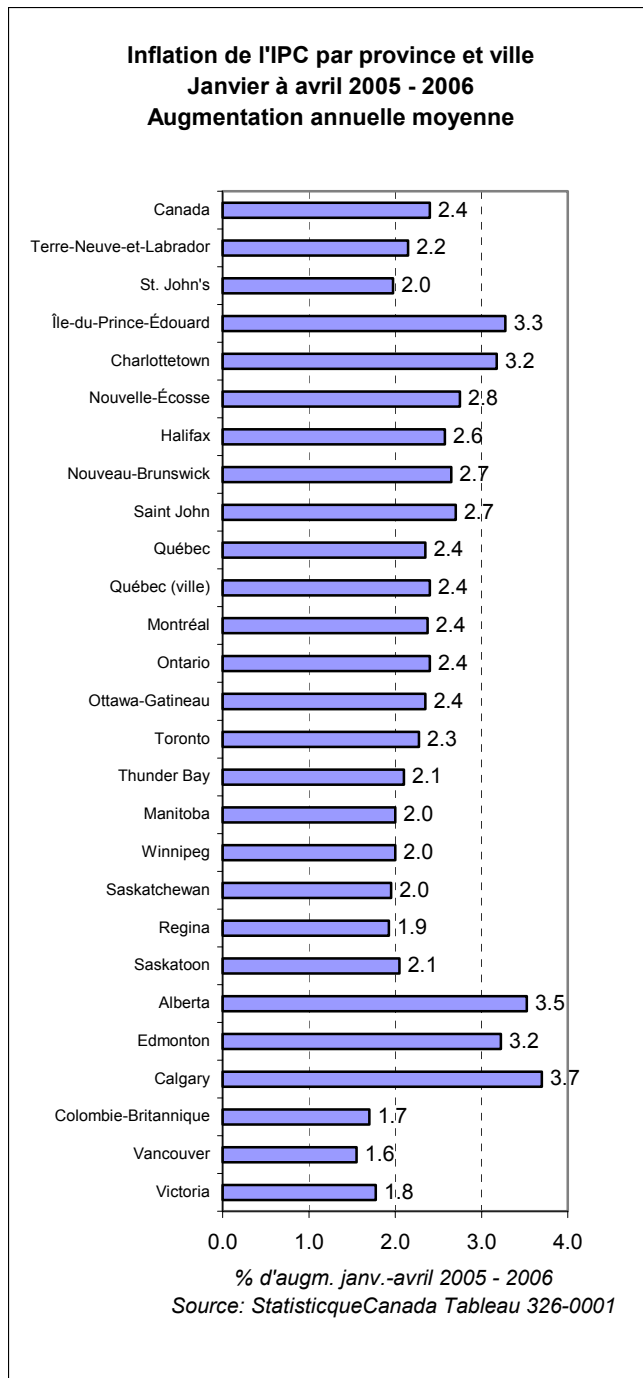
Autres indices des prix : construction en hausse, machines et matériel en baisse

Bien sûr, l'indice des prix à la consommation est loin d'être la seule mesure de l'inflation. Statistique Canada calcule un grand nombre de différents indices des prix dans l'industrie, les ressources premières, les machines et le matériel et les dépenses d'immobilisations.

¹ À moins d'indication contraire, les chiffres sur l'inflation présentés ici sont pour l'augmentation de 12 mois de l'IPC d'avril 2005 à avril 2006.

Ces indices peuvent être utiles pour estimer les changements de coût des ressources autres que la main-d'œuvre pour les employeurs. Voici quelques exemples récents de changements de prix pour ces autres indices :

- L'indice du prix des machines et du matériel a diminué, du 1^{er} trimestre de 2005 au 3^e trimestre de 2006, de 3,3 % pour l'administration publique et de 3,1 % pour l'éducation, les soins de santé et les services sociaux.
- Les indices des prix de la construction ont augmenté d'environ 5 % du 4^e trimestre de 2004 au 4^e trimestre de 2005.



Calculateur de l'inflation en ligne du SCFP

Le SCFP a mis au point un calculateur de l'inflation pour son site Web qui permet de calculer les taux d'inflation annuels en utilisant l'IPC pour chaque province et les 16 villes canadiennes pour lesquelles le taux d'inflation est disponible. <http://www.cupe.ca/cpicalculator.php>

Les données de l'IPC mensuel ne sont pas disponibles avec ce calculateur, mais Statistique Canada offre maintenant gratuitement sa publication détaillée Indice des prix à la consommation : <http://www.statcan.ca/english/Subjects/Cpi/cpi-en.htm>

Le marché du travail est fort dans les services mais les pertes s'accumulent dans le secteur manufacturier

Le marché du travail du Canada a maintenu sa force cette année.

Plus de 220 000 nouveaux emplois ont été créés depuis le début de l'année, dont plus de 90 % à temps plein.² Les emplois à temps plein ont augmenté de plus de 400 000 depuis mai 2005, pendant que les emplois à temps partiel diminuaient et que le travail autonome restait stable.

Le taux de chômage est tombé à 6,1 % en mai, à son plus bas niveau depuis 1974. Chaque province a vécu une baisse de son taux de chômage jusqu'à maintenant cette année, sauf pour le Manitoba, où il est resté le même qu'en décembre dernier.

Presque tous les nouveaux emplois créés cette année l'ont été dans les services :

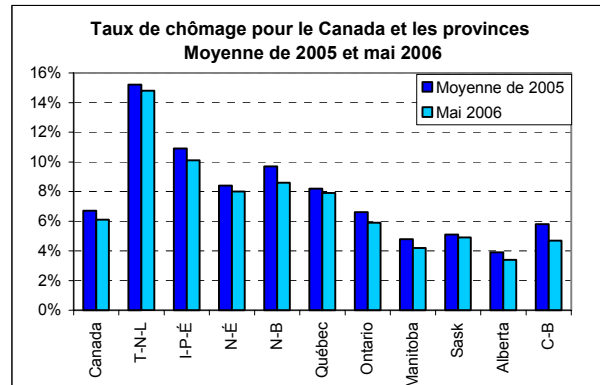
- 45 900 dans le commerce
- 54 600 dans les finances, l'assurance et l'immobilier
- 52 300 en santé et en aide sociale
- 34 600 dans « d'autres services » (la plupart des ONG, et des services de soins à la personne et de réparations)
- 13 600 en administration publique

Par ailleurs, le secteur manufacturier a subi des pertes constantes, avec 38 000 emplois perdus depuis décembre. L'Ontario a perdu 30 000 emplois manufacturiers depuis le début de l'année, pendant que le Québec en perdait 17 600. Plus de 200 000 emplois ont été perdus dans ce secteur depuis 2002.

Dans le secteur des ressources naturelles, 20 200 nouveaux emplois ont été créés cette année, surtout en Alberta. La construction a bénéficié de 18 700 nouveaux emplois depuis décembre et de 67 400 depuis mai dernier.

L'Enquête sur la population active a aussi recensé 5 400 pertes d'emplois dans les services de l'éducation depuis le début de l'année. Une partie de ces pertes peuvent être dues à la couverture de l'enquête, puisque ce secteur a montré beaucoup de

² *Beaucoup des chiffres cités ici sont basés sur des changements cumulatifs car les chiffres mensuels de l'Enquête sur la population active peuvent être volatiles.*



croissance dans l'emploi l'année dernière. On estime toujours qu'il s'est ajouté 52 000

emplois en éducation depuis mai 2005. L'emploi dans la distribution des services publics a augmenté en mai après avoir diminué au cours des mois précédents.

L'augmentation du nombre d'emplois dans le secteur public est estimée à 67 800 depuis le début de l'année et à 106 400 depuis mai 2005. Le taux de création d'emplois dans le secteur public a surpassé la croissance de l'emploi dans le secteur privé.

La croissance de l'emploi a été particulièrement forte en Alberta et en C.-B., où les niveaux d'emploi ont augmenté de 5,2 % et de 3 % respectivement depuis mai dernier, ajoutant 93 000 et 63 000 emplois dans chaque province respectivement. Malgré des pertes dans le secteur manufacturier, le Québec et l'Ontario ont aussi connu une solide croissance de l'emploi au cours de la dernière année, grâce à l'augmentation des emplois de service.

Cette image de l'emploi reflète des tendances évidentes dans d'autres rapports économiques. Une économie tirée par un boom des ressources et de la construction génère maintenant plus d'emplois généraux dans le secteur des services car les dépenses de consommation ont repris et les dépenses gouvernementales ont augmenté.

La croissance de l'emploi dépassera sans doute les attentes initiales pour la majeure partie de l'année. Plus tard, un ralentissement de l'économie américaine et un déclin

des marchés des denrées affaibliront notre marché de l'emploi.

Les emplois syndiqués augmentent, mais à un rythme plus lent et avec des augmentations de salaires plus faibles que pour les emplois non syndiqués

Le nombre d'employés syndiqués a augmenté de 2,6 %, pour atteindre 4,5 millions de travailleurs – une hausse de plus de 100 000 depuis mai 2005. Ce taux de croissance est légèrement inférieur à l'augmentation du nombre d'employés sans protection syndicale, qui était de 3,1 %. Un tiers de l'augmentation des emplois syndiqués était due à des emplois à temps partiel et le nombre de travailleurs à temps partiel non syndiqués a diminué.

Les salaires horaires moyens pour tous les employés ont augmenté de 3,8 % de mai 2005 à mai 2006. Bien que les travailleurs syndiqués gagnent toujours sensiblement plus cher que les travailleurs non syndiqués, les récentes augmentations salariales ont été plus faibles pour les employés syndiqués pour plusieurs raisons.

Règlements salariaux pour les grandes conventions collectives

La moyenne des règlements salariaux des grandes unités de négociation de 500 employés ou plus atteints au cours du premier trimestre de 2006 était de 2,2 % pour la durée des conventions collectives. (Bien sûr, ces chiffres sont bien maigres à côté de l'augmentation de 39 % du

traitement que les chefs d'entreprise ont mis en banque l'an dernier.)

Cette augmentation est légèrement inférieure à la moyenne de 2,3 % obtenue en 2005 et inférieures au taux moyen de l'inflation de 2,4 % au cours du premier trimestre de l'année.

Les augmentations de salaires pour les conventions collectives du secteur public ont été en moyenne de 2,2 %, inférieures de 2,5 % à la moyenne du secteur privé. Les travailleurs des administrations publiques ont obtenu des hausses moyennes de 2,7 %, pendant que la moyenne dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des services sociaux était de 2,1 % -- même si elle a été réduite par le gel salarial dans les écoles de la C.-B. Lorsque les contrats avec gel salarial viendront à échéance à la fin de juin, les règlements salariaux moyens devraient augmenter. Beaucoup de règlements récents incluaient des augmentations annuelles moyennes de 3 %.

Les rajustements annuels moyens pour les règlements conclus en mars allaient de zéro pour cent dans les écoles de la C.-B. à 3,5 % pour la police à Winnipeg. Les règlements ratifiés par les unités de négociation de 200 membres ou plus en Ontario au cours des quatre premiers mois de l'année ont donné des augmentations annuelles moyennes de 3 % pour les travailleurs du secteur public.

Salaires horaires moyens par secteur et selon la couverture

	Mai-2005	Mai-2006	Changement
Tous les secteurs	18,89 \$	19,60 \$	3,8 %
Gestion	29,63 \$	30,91 \$	4,3%
Affaires, finances et administration	18,11 \$	18,65 \$	3,0%
Sciences naturelles et appliqués	26,45 \$	27,38 \$	3,5%
Santé	22,11 \$	23,12 \$	4,6%
Sciences sociales, éducation, gouvernement et religion	24,76 \$	25,33 \$	2,3%
Art, culture, loisirs et sports	19,78 \$	20,11 \$	1,7%
Ventes et service	12,71 \$	12,98 \$	2,1%
Métiers, transport et opérateurs d'équipement	18,87 \$	19,43 \$	3,0%
Occupations de l'industrie primaire	14,71 \$	15,44 \$	5,0%
Fabrication, transformation et services d'utilité publique	16,66 \$	17,20 \$	3,2%

Ces taux de salaire sont basés sur des données tirées de l'Enquête sur la population active ; il peut y avoir des changements dans la couverture de l'enquête de même que dans les niveaux réels de salaire.

Rapport de contrôle et d'évaluation du régime d'assurance-emploi

La Commission de l'assurance-emploi du Canada a présenté son rapport annuel sur le régime d'a.e. au Parlement en mars. Ce document examine l'effet du climat économique changeant et des modifications à l'a.-e. sur la population active canadienne en abordant un large éventail de sujets, dont l'accès aux prestations.

Dans le climat de croissance économique actuel, bien peu de gens pensent à l'assurance-emploi. Mais nous commençons à voir dans des industries traditionnelles des licenciements qui pourraient être précurseurs de taux de chômage plus élevés. Et, à l'heure actuelle, le régime d'a.-e. ne fonctionne pas à l'avantage des travailleurs.

En 2003 (données les plus récentes), les travailleurs ont cotisé 7,7 milliards de dollars et les employeurs 10,8 milliards de dollars, pour un total de 18,5 milliards pour la caisse d'a.-e. Le total des prestations versées a diminué de 3,4 %, passant à 12,7 milliards de dollars.

L'accès aux prestations d'a.-e. pour les chômeurs continue de diminuer :

- Seuls 80,4 % des chômeurs récents qui ont présenté des demandes de prestations y ont été admissibles en 2004, comparativement à 84 % en 2003.
- Environ 38 % seulement des chômeurs touchent maintenant des prestations, comparativement à 75 % en 1990. La durée de la période de prestations est à peu près la moitié de ce qu'elle était il y a 15 ans. En moyenne, les demandeurs ont reçu des prestations régulières pendant 19,3 semaines. Les femmes étaient plus susceptibles d'épuiser leurs prestations parce qu'elles comptent en général moins d'heures de gains assurables. (La durée de la période de prestations au Canada est l'une des plus courtes des pays de l'OCDE.)

Le niveau actuel de prestations versées ne suffit pas à faire vivre des familles et des enfants. Les prestations hebdomadaires moyennes étaient de 315 \$ par rapport à des gains hebdomadaires industriels moyens de 728 \$. Seuls 33 % des demandeurs ont reçu le maximum de 413 \$. Le Canada a le taux de remplacement de base le plus faible des pays de l'OCDE.

- Le nombre de demande d'a.-e. a diminué de 5,6 %, passant à 1,86 million. Les prestations régulières comptaient pour près de 65 % des prestations de revenu totales versées en 2004-2005, tandis que les prestations spéciales comptaient pour 30 %. Dans les pêcheries, les prestations d'emploi et de travail partagé totalisent un peu plus de 5 %.

Les prestations spéciales comprennent les prestations de maternité, parentales, d'adoption, de maladie et pour responsabilités familiales.

- En 2005, il y a eu un total de 4 782 demandes de prestations pour responsabilités familiales, dont 74 % ont été soumises par des femmes. 57 % des demandeurs ont reçu des prestations pour les 6 semaines.
- Les demandes de prestations parentales ont diminué de 0,4 %, le premier déclin depuis leur instauration.

L'actuelle mosaïque de critères relatifs aux heures nécessaires pour être admissible aux différentes prestations et tenir compte des différentes situations est inéquitable et déraisonnable, surtout pour les nouveaux demandeurs et ceux qui reviennent au travail après 12 mois. Le régime actuel est discriminatoire pour les femmes et les travailleurs à temps partiel, occasionnels et immigrants récents, qui forment un pourcentage croissant de notre main-d'œuvre active.

L'exigence de 600 heures de gains assurables pour être admissible signifie qu'avec l'augmentation du travail à temps partiel et temporaire (autour de 30 % des membres du SCFP travaillent à temps partiel), la majorité des femmes ne sont pas admissibles aux prestations de maternité et aux prestations parentales.

Avec la réduction des prestations et la diminution du nombre de personnes qui sont admissibles à l'a.-e., le montant payé en prestations a diminué radicalement depuis quelques années. En cas de surplus, le gouvernement fédéral garde l'argent en tant que recette générale. Les libéraux ont utilisé le surplus pour aider à réduire le déficit, au lieu de restaurer la protection du revenu pour les Canadiens sans emploi. Pire encore, les libéraux fédéraux ont utilisé ces immenses surplus pour baisser les impôts des Canadiens les plus riches. Nous attendons de voir si les conservateurs reprendront le flambeau.

L'ensemble du rapport est accessible sur: http://www.hrsdc.gc.ca/en/ei/reports/eimar_2005.shtml

Règlements majeurs de négociation collective en 2006

Moyenne des règlements salariaux des négociations collectives majeures selon l'année

	2002	2003	2004	2005	2006 1 ^{er} trim.
Tous les secteurs	2,8	2,5	1,8	2,3	2,2
Secteur public	2,9	2,9	1,4	2,2	2,2
Secteur privé	2,6	1,2	2,2	2,4	2,5

Source : Ressources humaines et développement des compétences Canada, Grands règlements salariaux selon le trimestre, Rajustement salarial en pourcentage, [données du 8 juin 2006], <http://www.hrsdc.gc.ca/en/lp/wid/mws/index.shtml>

Moyennes des règlements salariaux par province

	T.-N.- Lab	IPE	N-É	N-B	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Multi- prov.	Féd.
2004	1,0	2,4	3,7	4,1	2,6	3,0	2,6	1,0	3,1	-1,6	2,7	1,6
2005	2,1	2,5	3,2	3,0	1,6	2,7	2,9	1,9	3,0	0,5	4,1	2,6
2006 1 ^{er} trim.	-	-	-	3,8	2,1	2,7	2,4	2,1	3,1	1,6	3,3	2,3

Source : Ressources humaines et développement des compétences Canada, Moyennes annuelles des rajustements salariaux, tableaux selon l'année, [données du 8 juin 2006], http://www.hrsdc.gc.ca/en/lp/wid/aawa/quarterly_index.shtml

Moyenne des règlements salariaux par industries

<i>Industrie</i>	2004	2005	2006 1 ^{er} trim.
Primaire	3.0	2.1	1.5
Services publics	3.1	2.6	2.6
Construction	2.7	2.5	-
Fabrication	2.4	2.5	2.1
Commerce de gros et de détail	1.5	1.9	1.7
Transport	0.5	2.9	2.2
Information et culture	2.7	2.3	3.3
Finance et services profess.	1.3	2.3	2.5
Éducation, santé et services soc.	0.8	2.1	2.1
Loisirs et hôtellerie	2.7	1.7	2.7
Administration publique	2.4	2.4	2.7

Source: Ressources humaines et développement des compétences Canada, Grands règlements salariaux par trimestre, [données du 8 juin 2006] http://www.hrsdc.gc.ca/en/lp/wid/mws/quarter/quarter_industry.shtml

Quelques règlements récents – Mars 2006

Employeur	Unités de négociation	Nombre d'employés	Augmentation annuelle moyenne	Durée en mois	Date d'expiration
<u>Services d'utilité publique</u>					
Ontario Power Generation Inc., à l'échelle de l'Ontario	(SCFP) employés de bureau; gens de métiers	6 940	3,0	36,0	31 mars 2009
<u>Transport</u>					
BC Transit Victoria Colombie-Britannique	(TCA) chauffeurs d'autobus; mécaniciens; employés de terminal	520	2,6	48,0	31 mars 2010
DHL Express (Canada) Ltd. à l'échelle de la Colombie-Britannique	(TCA) chauffeurs de camion; employés de bureau; employés d'entrepôt.	800	0,8	36,0	31 déc. 2008
Société de transport de Longueuil, Québec	(CUPE) chauffeurs d'autobus	600	2,4	48,0	31 déc. 2009
<u>Éducation, santé et services sociaux</u>					
Conseil scolaire de la C.-B.	(SCFP S.D.37;42;43;36) Divers employés	5 060	0,0	36,0	30 juin 2006
Conseils scol. catholique de dist. De l'est de l'Ontario Smiths Falls	(SCFP) employés de bureau et techniciens	650	3,0	36,0	31 août 2007
Association des employeurs de la santé de la Colombie-Britannique	(Divers syndicats) employés non médicaux	40 000	1,8	48,0	31 mars 2010
Conseil des relations de travail Okanagan, Colombie-Britannique	(SCFP) employés de bureau; techniciens de bibliothèque; employés des services pédagogiques	1 020	0,0	36,0	30 juin 2006
Conseil scolaire catholique de district Ottawa-Carleton	(SCFP) employés de bureau; techniciens de bibliothèque; employés des services pédagogiques	730	3,2	36,0	31 août 2008
Associations des Organisations de la santé de la Saskatchewan	(SGGEU) employés non médicaux; service and maintenance employees	1 400	2,0	36,0	31 mars 2008
Conseil scolaire catholique de district de Toronto	(OECTA) enseignants suppléants	1 100	2,5	48,0	31 août 2008
Université de Toronto Toronto, Ontario	(Métallos) employés occasionnels	1 900	3,0	36,0	30 juin 2008
Conseil scolaire de district de la région de York Aurora, Ontario	(ETFO) enseignants suppléants	1 430	2,6	48,0	31 août 2008

Quelques règlements récents – Mars 2006

Employeur	Unités de négociation	Nombre d'employés	Augmentation annuelle moyenne	Durée en mois	Date d'expiration
<u>Administration publique</u>					
La commission de l'évaluation de la Colombie-Britannique	(SCFP) employés de bureau et techniciens	590	2.3	48.0	Dec 31, 2009
Ville d'Ottawa	(SCFP) cols bleus et cols blancs	6 000	3.0	24.0	Dec 31, 2006
Ville de Winnipeg	(SCFP) cols bleus et cols blancs	5 250	2.0	24.0	Dec 30, 2007
Ville de Winnipeg	(Association des policiers) policiers, employés de bureau	1 550	3.5	23.9	Dec 23, 2006

Source :Ressources humaines et développement des compétences Canada, Grands règlements salariaux en mars 2006. [données du 8 juin 2006], <<http://www.hrsdc.gc.ca/en/lp/wid/mws/Listmonth.shtml>>

TS/ssj/sepb491

S:\Research\WPTEXT\ECONOMY\Economic Climate\Economic Climate - 2006\Economic Climate June 2006-fr.doc

22 juin 2006